

2003-12-00: Les Verts loin d'être satisfait, CiteNouvelles

LES VERTS LOIN D'ÊTRE SATISFAITS

Un nouveau projet de tours d'habitation sème la colère aux rapides du Cheval blanc

Nathalie Villeneuve

« Je pense qu'on va être en mesure de satisfaire les gardiens des espaces verts », assurait Monique Worth, en novembre dernier, au sujet d'un second projet de développement sur les berges des rapides du Cheval blanc. C'est plutôt la déception que la maîtresse de Pierrefonds/Senneville récolte maintenant dans les rangs des verts.

Le nouveau projet de développement, qui verra le jour à l'ouest de la rue Riviera, à Pierrefonds, comprend, dans sa version actuelle, plus de 600 unités de logement.

PIERREFONDS Selon les informations que CiteNouvelles a pu obtenir, cinq tours de dix étages et quinze autres édifices entre quatre et six étages seront érigés au nord de la voie ferrée du CN. Le projet comprend la relocalisation de la piscine Briarwood et la création d'une nouvelle gare de train, avec stationnement et passage à niveau au bout de l'actuelle rue Hunter.

Un parc, mais à quel prix?
Que le projet domiciliaire soit assorti d'un futur parc-nature (lire Un parc en échange de tours, page 7) n'impressionne nullement les environnementalistes. « On aura un parc-nature, mais à quel prix? demande Sylvia Ojemark, membre de la Coalition verte. C'est un projet immense, presque une petite ville. [Cela occasionnera] une augmentation de la densité de population énorme dans un secteur déjà dense. »

Même l'annonce d'une nouvelle gare sur la ligne du train de banlieue Montréal/Deux-Montagnes ne rejouit pas les verts. « Ils vont déplacer le problème de [la station] Roxboro-Pierrefonds vers la rue Riviera, estime Denise Vinet, membre du Groupe des résidents de la rue Riviera pour la

défense des rapides du Cheval blanc et de la Coalition verte. Les gens vont venir ici pour avoir une place assise, sauf que là, on va avoir 600 unités de logement qui voudront aussi utiliser le train. »

Un secteur résidentiel tranquille pris d'assaut par les automobiles, des stationnements qui débordent: ils sont plusieurs à prédire le gâchis. L'ancien conseiller de Pierrefonds George Boullier, également membre de la

maîtresse, rien n'est coulé dans le béton, et l'Agence métropolitaine de transport (AMT) n'a pas encore rendu sa décision d'aller de l'avant avec la nouvelle gare de train. Dans l'affirmative, on devra réaliser une étude d'impact sur la circu-



PROJET DE DÉVELOPPEMENT – rapides du Cheval blanc
Sources: Cite de Montréal

Coalition verte, s'en prend, quant à lui, au projet de passage à niveau. « Habituellement, les passages à niveau sont situés dans un quartier majeur, pas dans un petit quartier tranquille »,

l'ation locale. Fabienne Laboulaye, chef de division urbanisme et environnement, l'arrondissement Pierrefonds/Senneville, affirme qu'il existe une douzaine de versions du

2003-12-00: Cheval Blanc West Development Plan, Pierrefonds



2003-11-24: Green Coalition Coalition Verte Inc News release



News Release

for immediate release

GREEN COALITION MOBILIZES CITIZENS TO CITY HALL: CRISIS FOR MONTREAL'S LAST GREEN SPACES

Date: Monday, November 24, 2003 at 6:30 p.m

Place: Montreal City Hall

West Door, Place Vauquelin

Note: Green Coalition spokespersons will meet journalists between 5:00 and 7:00 p.m.

Ordinary citizens, green spaces defenders, are upset and angry. They want Mayor Gérald Tremblay to honour his promise that he has reiterated so many times to save Montreal's last natural green spaces. They want dedicated funds for the protection of our natural spaces to be included in the new budget when it is tabled on November 27. Above all, they demand action now to save the green spaces.

Instead, Councillor Frank Zampino has stated more than once that there are many priorities in his new budget, but that funding for green space is not one of them! At the October 27 question period, Councillor Alan De Sousa, responsible for sustainable development, pronounced that his "Natural Spaces Policy", promised since May 2002, was ready for take-off - like a great aircraft. But that there was no fuel - no money.

Why are people concerned enough to head to city hall? What green space crisis?

*ONE HALF OF MONTREAL'S NATURAL SPACES IS IN DANGER OF BEING LOST
IN THE NEAR FUTURE*

The scope of Montreal's green space crisis cannot be overstated. More than 85% of Montreal has been developed. Just 3.3% of the city's territory is protected natural green space compared to the International and Quebec norm of 8%. Recent Quebec government studies show that approximately one half of Montreal's remaining natural green spaces (1600 hectares) is in peril - forests, old farmlands 'en friche', marshlands, creeks and shorelines. These natural sites are owned by developers and are zoned for development. Development pressures are so severe that these unprotected green spaces are at risk of disappearing completely in the near future. The other half of the city's natural spaces (1614 hectares) is "protected" within the limits of the Nature-Parks.

EVEN THE NATURE-PARKS ARE ENDANGERED - THE OTHER HALF!

Unbelievably, current Nature-Park statutes are so weak that portions of nature-parks (if not whole parks) can be leased, sold or rezoned! Such amputations of the parks have already happened or have been fought off by citizen action. And now a 'spaghetti network' of new roads threatens established Nature-Parks and other green spaces in the West Island.

THE LONG WAIT FOR ACTION IS NOT ACCEPTABLE

Apart from the land swap in April 2003 to protect a shoreline strip along the Rapides-du-Cheval-Blanc in Pierrefonds, there has been no acquisition of natural sites for conservation in Montreal for eleven and a half years! With the boom in residential construction, pressures are mounting to develop the remaining green spaces; more lands of great ecological value are disappearing every day. **This is not Sustainable Development!**

It is not acceptable to community activists that Montreal's green heritage is abandoned – prey to developers' bulldozers – through the neglect and inaction of our political leaders. Citizens will no longer wait. **Our green spaces cannot wait!**

Contacts:

Green Coalition:

David Fletcher **683-7864**

Sylvia Oljemark **332-9146**

NEWS FLASH:

Schoolchildren's Petition

Mrs. Sue Stacho, a young mother, will arrive at City Hall hands laden with offerings from very young Montrealers. Letters, tributes and gifts of drawings and paintings from 100 children are addressed to Mayor Tremblay appealing to him to save their forests!

Meet some of the children and Mrs. Stacho on Monday!

Sue Stacho 421-9713

2003-11-23: Balade champêtre pre-budgetaire, CiteNouvelles

ACTUALITÉS

BALADE CHAMPÊTRE PRÉ-BUDGÉTAIRE

Nathalie Villeneuve

A la veille du dépôt de son budget 2004, Frank Zampino, celui qui tire les cordons de la bourse de la Grande Ville, a fait renaitre l'espoir en acceptant une invitation à une balade sur les berges de Pierrefonds. Assisté-on à un véritable virage vert à l'hôtel de ville?

Olivia Wickhueller, résidente de Pierrefonds et membre du Comité de la préservation du secteur des Rapides-du-Cheval-Blanc, avait lancé l'invitation à la blague lors de la dernière séance publique du conseil de ville de Montréal, en octobre. Pourquoi ne viendrait-il pas se promener sur les berges de la rivière des Prairies, à Pierrefonds, pour venir constater de visu la beauté et la grandeur d'un boisé menacé par les pressions immobilières? «Monsieur Zampino a ri et il a accepté!» relate Denise Vinet, elle aussi membre du Comité, affilié à la Coalition verte.

La balade, qui a eu lieu le 13 novembre, a duré environ trois quarts d'heure. Elle s'est déroulée sur une note conviviale, sur la bande riveraine qui longe les rapides du Cheval blanc, à Pierrefonds. La berge et son boisé s'étendent à l'ouest de la rue Riviera, jusqu'aux îles de Laval, et sont devenus le second cheval de bataille pour les résidents qui se sont battus pour la préservation du boisé à l'est de la même rue. En compagnie du directeur de son bureau, Sammy Forcillo, Frank

Zampino s'est laissé guider par les deux résidents du secteur.

«Ils n'ont pas fait de promesses. Ils ont cependant été très impressionnés et ont constaté que de l'autre côté, à Laval, c'est très laid, que le développement s'est fait sans aucun respect de la nature. Ils nous ont dit: Si on peut éviter de faire ça ici...», raconte Denise Vinet.

L'objectif du Comité: que la bande riveraine à l'ouest de la rue Riviera soit en continuité avec celle située à l'est. Aux yeux des amateurs de la nature, elle fait partie du tout formé par le parc des Rapides-du-Cheval-Blanc (à l'est de Riviera), le boisé acquis par Montréal à l'automne 2002 (à l'est du parc) et l'île de Roxboro (en face), qui fait l'objet d'un projet de mise en valeur.

L'argent espéré

Malgré l'absence de promesses, la visite des deux hommes a fait renaitre l'espoir dans les rangs de la Coalition verte. En octobre, la séance publique du conseil de ville de Montréal avait fait l'effet d'une douche froide pour ses membres, venus réclamer la protection des derniers espaces verts de la cité. Frank Zampino, président du comité exécutif et responsable des finances, leur avait fait savoir que cela n'était pas une des priorités visées par le budget actuellement en préparation.

«La visite de monsieur Zampino remonte le moral ainsi que les espoirs des défenseurs des espaces verts. [Nous espérons] qu'il changera d'idée et qu'il injectera des fonds dans son budget pour la nouvelle Politique [de protection] des

milieux naturels», peut-on lire dans un communiqué publié par la Coalition verte le jour de la visite.

«Beaucoup de gens sont persuadés que tout va bien», note Sylvia Ojemark, membre de la Coalition verte. En réaction à la visite de Frank Zampino et des articles parus dans *Cités Nouvelles* la semaine dernière, relativement à la protection des milieux naturels à Montréal, madame Ojemark refuse d'être aussi optimiste que plusieurs de ses collègues. «Il y a un petit signal d'un virage vert, mais il faut [continuer de] pousser ça.» Contrairement à Alan DeSouza, responsable

du dossier environnement à Montréal, Sylvia Ojemark croit que l'argent n'est pas qu'un des outils permettant de préserver des espaces verts, mais bien l'outil le plus important.

À la veille de l'adoption du dépôt du budget de la ville, elle invite les membres de la Coalition et les citoyens sympathiques à la cause de la protection des espaces verts à se présenter à la prochaine séance publique du conseil de ville, le 24 novembre, à 18h30, à l'hôtel de ville de Montréal (entrée par la porte ouest, rue Place Vauquelin).



Frank Zampino, Olivia Wickhueller, Denise Vinet et Sammy Forcillo se sont baladés sur la rive des rapides du Cheval blanc le 13 novembre. Photo courtoisie

Pesticides: un pas de plus vers un règlement panmontréalais

Eric Aussant

Cependant, la Commission n'a pas retenu la proposition de tarifier ce per-

déclarée et reconnue par la Direction de la santé publique.

Près de 200 personnes ont fait part de leur opinion, par écrit ou de vive voix

2003-11-13: News Release, Zampino visits Green Coalition



News Release

for immediate release

COUNCILLOR ZAMPINO VISITS WESTERN CHEVAL-BLANC SHORELINE

GRASS-ROOTS HOPES ARE UP FOR A VIRAGE VERT AT CITY HALL – THAT COUNCILLOR ZAMPINO WILL RELENT - PUT GREEN SPACE DOLLARS IN HIS NEW BUDGET

On Thursday, November 13, Councillor Frank Zampino, President of the megacity's powerful executive committee, responsible for Finance, joined citizens for a visit to the vast shoreline tract along the Rapides-du-Cheval-Blanc on Rivière-des-Prairies in Pierrefonds. The ecologically rich shoreline lowlands and forested land that teems with wildlife, is bounded by Riviera Street to the east, the Îles-Laval to the west and the CN line to the south. Considerable controversy surrounds the site, Montreal's largest remaining undeveloped shoreline. A history of public clamour to have this waterfront land preserved goes back to the 1960s. With the boom in residential construction, pressures are mounting to develop the land.

Councillor Zampino buoys hopes for saving natural spaces

Mr. Zampino graciously accepted the invitation extended by Olivia Wickhueller at the October council question period on behalf of Le comité pour la préservation du secteur des Rapides-du-Cheval-Blanc, a member-group of the Green Coalition. Mr. Zampino's visit has boosted the hopes and flagging spirits of green space advocates that he will relent and open the city's purse strings to provide funds in his budget for the new Natural Spaces Policy. The policy could save endangered natural spaces like Cheval Blanc West. Until now, Mr. Zampino has stated that there are many priorities in his upcoming budget, clearly signalling that funding for green space protection is not one of them!

An important first step, boasts City Hall

Through the summer of 2002, the comité vigorously defended the Cheval-Blanc green space to the east of Riviera that was threatened by a massive residential development. The issue focused City Hall's attention on the green space crisis and served to fast-track the new conservation policy. "The City of Montreal takes the first step of its Natural Spaces Policy" trumpeted city officials in April 2003. A land swap would save a strip of Cheval-Blanc shoreline property, eliminating the construction of two ten storey towers on the riverbank. Most of the construction project farther inland proceeded. The compromise, while not ideal, was hailed as a green space victory. (Activists wanted the entire site saved.) On April 28, Councillor Alan DeSousa said, " Now that the Cheval-Blanc issue is resolved, we will proceed with the same vigour to put our policy into action to protect natural spaces all across the Island of Montreal." But the long-promised policy, ready to roll since late summer 2002, has not been adopted! Without funding, it is at a dead stop.

When will the next step be taken, Mayor Tremblay

In a hard-hitting letter to Mayor Gérald Tremblay made public last week, the Green Coalition chastised the mayor and, by implication the executive committee, for breaking promises to protect Montreal's last natural spaces. The credibility of the mayor was called into question for promoting the shaping of Montreal as a Sustainable Development City, (most laudably) while at the same time, he dooms the city's natural heritage to extinction through inaction. Without its natural spaces, Montreal can never be recognized as a Sustainable Development City by the international community nor take its place as a World Class City.

One half of Montreal's natural spaces is in danger of being lost in the near future

Recent Quebec government studies show that approximately one half of Montreal's natural green space (1600 hectares) is in peril. Natural sites across the city's territory are owned by developers and are zoned for development. Development pressures are so severe that these unprotected green spaces are at risk of disappearing completely in the near future. The other half of the city's natural spaces (1614 hectares) is "protected" within the limits of the Nature-Parks.

Even the Nature-Parks are endangered

Unbelievably, current Nature-Park statutes are so weak that portions of nature-parks (if not whole parks) can be leased, sold or rezoned! Such amputations of the parks have already happened or have been fought off by citizen action. And now a 'spaghetti network' of new roads threatens established Nature-Parks and other green spaces in the West Island.

Le comité pour la préservation du secteur des Rapides-du-Cheval-Blanc and the Green Coalition hope and trust that Councillor Zampino's Cheval-Blanc visit signals a true virage vert at City Hall!

Contacts :

Le comité pour la préservation du secteur des Rapides-du-Cheval-Blanc :

Denise Vinet 421-3526

Olivia Wickhueller 684-1613

Green Coalition:

David Fletcher 683-7864

Sylvia Oljemark 332-9146

Communiqué de presse

pour diffusion immédiate

LE CONSEILLER ZAMPINO VISITE LA BANDE RIVERAINE OUEST DU CHEVAL-BLANC

ESPOIR POPULAIRE MONTANT POUR UN VIRAGE VERT À L'HOTEL DE VILLE – QUE LE CONSEILLER ZAMPINO CHANGERA D'IDÉE – QU'IL INJECTERA DES FONDS POUR LES ESPACES VERTS DANS SON NOUVEAU BUDGET.

Jeudi 13 novembre 2003, le conseiller Frank Zampino, président du puissant comité exécutif, responsable du portefeuille des finances de la méga-ville est venu à la rencontre de citoyens pour une visite de la vaste bande riveraine qui longe les rapides du Cheval-Blanc situés sur la rivière Des Prairies à Pierrefonds. Cette rive marécageuse d'une grande valeur écologique, site d'une zone boisée abritant une faune abondante, est délimitée par la rue Riviera à l'est, les îles Laval à l'ouest, et la ligne ferroviaire Deux-Montagnes sur le côté sud. Ce site, la plus grande étendue de bande riveraine montréalaise non-développée, est un lieu de controverse. Les revendications de la population pour la protection de ce site riverain datent des années soixante. Le boom immobilier de construction résidentielle exerce de fortes pressions pour que ce territoire soit développé.

Le conseiller Zampino fait remonter l'espoir que les espaces verts seront protégés

Lors de la période de questions du public à la séance du conseil de ville tenue en octobre, M. Zampino a gracieusement accepté l'invitation de Mme. Olivia Wickhueller du Comité pour la préservation du secteur des Rapides-du-Cheval-Blanc, un groupe-membre de la Coalition Verte. La visite de M. Zampino remonte le moral ainsi que les espoirs des défenseurs des espaces verts qu'il changera d'idée et qu'il injectera des fonds dans son budget pour la nouvelle Politique des milieux naturels. Cette politique pourrait protéger les milieux naturels menacés comme le secteur ouest du Cheval-Blanc. Jusqu'à date, M. Zampino a déclaré qu'il existait beaucoup de priorités dans son prochain budget, et que, clairement, l'argent pour les espaces verts n'en était pas une !

L'Hôtel de ville vante une première étape.

Tout au long de l'été 2002, ce comité a défendu vigoureusement le secteur du Cheval-Blanc situé à l'est de la rue Riviera, menacé par un grand projet domiciliaire. Cette action a attiré l'attention de l'Hôtel de ville sur la crise des espaces verts et accentué l'élaboration de la nouvelle politique de protection. « La ville de Montréal pose le premier jalon de sa politique de protection des milieux naturels » annonçaient les représentants de la ville, en avril 2003. Un échange de terrains protégerait une section de la rive du Cheval-Blanc, évitant ainsi la construction de deux tours à dix étages sur la rive. La majeure partie du projet situé un peu plus à l'intérieur serait maintenue. Ce compromis, loin d'être idéal, fut acclamé comme une victoire pour les espaces verts. (Les militants réclamaient que le site soit protégé dans son entièreté). Le 28 avril, le

conseiller Alan DeSousa annonçait, « Maintenant que le dossier des Rapides-du-Cheval-Blanc est clos, nous poursuivrons avec la même vigueur la mise en œuvre de notre politique de protection des milieux naturels pour toute l'île de Montréal. » Mais la politique déjà promise depuis un bon moment et qui attend son lancement depuis la fin de l'été 2002, n'a toujours pas été adoptée ! Sans financement, tout est arrêté.

À quand la prochaine étape, monsieur le maire Tremblay ?

Dans une lettre percutante au maire Gérald Tremblay rendue publique la semaine dernière, la Coalition Verte a sévèrement critiqué le maire et implicitement le comité exécutif, de ne pas avoir respecté leur promesse de protéger les derniers espaces verts montréalais. La crédibilité du maire fut remise en question pour avoir fait la promotion de Montréal, une ville qui évolue en fonction du principe du développement durable (quoi de plus élogieux), alors qu'il condamne le patrimoine naturel de la ville à la disparition par son inaction. Sans ses milieux naturels, Montréal ne pourra jamais être reconnue comme une ville du développement durable par la communauté internationale ou prendre sa place comme grande ville mondiale.

La moitié des milieux naturels montréalais est menacée de disparaître dans un proche avenir

De récentes études du gouvernement du Québec démontrent qu'environ la moitié des milieux naturels à Montréal (1600 hectares) sont menacés. Les sites naturels sur l'île de Montréal sont la propriété de développeurs et sont zonés pour le développement. Les pressions en faveur du développement sont si sévères que ces espaces verts sont menacés de complètement disparaître dans un proche avenir. L'autre moitié des espaces naturels (1614 hectares) est « protégé » à l'intérieur des limites des Parcs-nature.

Même les parc-nature sont menacés

Incroyablement, le statut légal des Parcs-nature est si faible que des secteurs de ces parcs (sinon des parcs entiers) peuvent être loués, vendus ou réaffectés par un nouveau zonage! De telles amputations de ces parcs ont déjà eu lieu ou ont été combattues par l'action de citoyens. Et maintenant un 'réseau spaghetti' de nouvelles routes menace les Parcs-nature déjà établis ainsi que d'autres espaces verts de la banlieue ouest.

Le comité pour la préservation du secteur des Rapides-du-Cheval-Blanc et la Coalition Verte espèrent et comptent sur la visite du conseiller Zampino au Cheval-Blanc pour le signalement d'un véritable virage vert à l'Hôtel de ville !

Source :

Le comité pour la préservation du secteur des Rapides-du-Cheval-Blanc :

Denise Vinet 421-3526

Olivia Wickhueller 684-1613

Green Coalition:

David Fletcher 683-7864

Sylvia Oljemark 332-9146

**2003-11-06: Communiqué de presse – Lettre Maire Tremblay
pour diffusion immédiate
Le 6 novembre, 2003**

LES DÉFENSEURS DES MILIEUX NATURELS DEMANDENT L'AIDE DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENTS

LA COALITION VERTE LANCE UNE LETTRE URGENTE ET OUVERTE À L'ATTENTION DE MONSIEUR LE MAIRE GÉRALD TREMBLAY

Des militants se démènent actuellement pour convaincre l'administration Tremblay de sauver les derniers milieux naturels non-protégés de Montréal. Les membres de la Coalition Verte n'obtiennent que des promesses vagues et vides de sens à leurs questions lors de la période de questions à l'hôtel de ville. Et maintenant, le conseiller Frank Zampino nous apprend qu'il y a plusieurs priorités dans son prochain budget et que, clairement, le financement pour la protection des espaces naturels n'en est pas une !

Fustrés et irrités par l'inaction à l'hôtel de ville, les défenseurs des espaces naturels font un appel à l'aide de leurs conseillers d'arrondissements. À plusieurs séances de conseils d'arrondissements cette semaine, des citoyens intéressés se sont exprimés sur le sujet de la crise des milieux naturels à Montréal. Ils ont demandé de l'aide pour trouver les fonds nécessaires pour la protection des espaces naturels; pour des résolutions demandant à Montréal d'inclure de tels fonds dans son nouveau budget; sinon des lettres.

Au printemps 2002, le maire Tremblay a donné à Messieurs Alan DeSousa, Robert Libman et Cosmo Maciocia, membres du comité exécutif, le mandat d'établir une nouvelle politique de protection des milieux naturels. La politique fut promise pour la fin de l'été 2002, puis pour Noël, puis pour le printemps 2003.... La politique est prête à être dévoilée. Mais sans budget, tout est arrêté.

LETTRE URGENTE ET OUVERTE AU MAIRE GÉRALD TREMBLAY

Objet : La crise des milieux naturels à

Montréal – « La ville du développement durable »

Monsieur le Maire,

Vous êtes en voie de briser votre promesse de sauver les derniers milieux naturels de Montréal. Des bénévoles à la base, nos membres de la Coalition Verte, des groupes et individus, sont angoissés, voir même fâchés - que de précieux espaces naturels non-protégés et de grande valeur écologique, approximativement 1600 hectares, seront bientôt la proie des bulldozers des développeurs. « Ce qui est vert va rester vert » aviez-vous proclamé durant votre campagne électorale en 2001. Mais vous n'avez pas présenté pour adoption au conseil votre « Politique de protection des milieux naturels » promise tant de fois depuis mai 2002. Un fonds approprié et stable est requis en matière de préservation. À la place, nous craignons qu'il n'y aura pas d'argent pour les espaces naturels dans le nouveau budget du conseiller Zampino. Déplorable!

Sous votre direction, le conseil de ville a adopté à l'unanimité des résolutions favorisant l'évolution du Montréal de l'avenir sur des principes de développement durable – à deux occasions. Quoi de plus admirable! Mais, monsieur le maire Tremblay, le développement durable n'est pas seulement une étiquette, un 'macaron' pour des fins de relations publiques et de sessions de photos. Ce n'est qu'au moment que la ville se sera conformée concrètement à des standards internationaux rigoureux qu'elle pourra se mériter la distinction de ville du développement durable. La préservation des milieux naturels et la protection de la biodiversité indigène sont primaires et essentiels au respect de ces standards internationaux.

Si votre administration abandonne les derniers espaces naturels à la disparition par l'inaction, Montréal ne pourra jamais assumer sa place sur la scène internationale en tant que ville du développement durable.

« Développement durable Le choix de Montréal » c'est la nouvelle devise de la ville! Mais pour que cela se réalise, vous devez choisir de défendre et protéger les derniers milieux naturels et le patrimoine naturel de tous les montréalais. Monsieur le maire Tremblay, votre crédibilité en dépend !

(lettre du 3 novembre, 2003)
(traduction)

Note : Quelle est cette crise des milieux naturels?

On ne peut exagérer l'envergure de la crise des milieux naturels à Montréal qui est construite sur plus de 85% de son territoire. Il n'y a que 3.3% du territoire de protégé comparativement à la norme internationale et québécoise de 8%. Les derniers espaces naturels non-protégés (approximativement 1600 hectares) sont menacés – des forêts, de vieilles fermes en friche, des marais, des ruisseaux ainsi que des bordures riveraines. Ces sites naturels appartiennent à des développeurs et ils sont zonés pour le développement. La pression pour le développement est si forte que ces milieux naturels non-protégés sont menacés de disparaître complètement dans un proche avenir. Et même les parcs-nature sont menacés.

Il existe maintenant un plan pour des nouvelles routes, un 'réseau spaghetti', menaçant les parc-natures établis et d'autres espaces naturels de la banlieue ouest. Le Bois-de-Liesse et sa forêt Bois-Franc, L'Anse-à-l'Orme et la forêt Ste-Anne, le Bois-de-l'Île-Bizard et la Pointe-Théorêt au Cap-Saint-Jacques ainsi que la forêt Angell à Beaconsfield – tous font face à cette menace.

Source : **David Fletcher 683-7864**

Sylvia Oljemark 332-9146

2003-02-05: Green Coalition letter to André Lavallée, Directeur de cabinet adjoint à la Métropole, Cabinet du ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau, Gouvernement du Québec



Conseil régional
de l'environnement
de Montréal

Montréal, le 5 février 2003

André Lavallée
Directeur de cabinet adjoint à la Métropole
Cabinet du ministre d'État aux Affaires municipales et
à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau
Gouvernement du Québec

Objet: Suivi de la rencontre du 23 janvier 2003 sur la question des espaces verts naturels en danger et demande d'une seconde rencontre

Monsieur Lavallée,

Tout d'abord, nous tenons à vous remercier pour la rencontre du 23 janvier 2003. Nous n'avons pu vous exprimer qu'une partie de nos préoccupations quant aux espaces verts naturels en danger car cela représente un vaste dossier. Conséquemment, nous souhaiterions vous rencontrer à nouveau pour discuter des deux points suivants :

1. Statut des parcs-nature montréalais

- a) Actuellement, certaines parties des parcs-nature peuvent être louées, vendues ou rezonées ; de telles amputations sont déjà survenues ou ont fait l'objet d'interventions de citoyens pour s'y opposer. Or, seulement un des neuf parcs-nature, le Bois-de-Saraguay, détient un niveau de protection spécial accordé par le ministère des affaires culturelles qui l'a classé «arrondissement naturel». Nous demandons à monsieur

André Boisclair de donner aux autres parcs-nature une protection équivalente pour assurer leur pérennité à la population montréalaise.

b) Servitudes

Les servitudes existantes pour le boulevard de Salaberry et l'autoroute 440 traversent respectivement la forêt de Bois-Franc dans le parc-nature du Bois-de-Liesse et le parc-nature de l'Île Bizard. Le ministre Boisclair a-t-il l'intention de transformer ces servitudes pour des projets de routes en des servitudes vertes qui viseraient à maintenir l'intégrité de ces parcs et des corridors verts pour la faune et la flore ?

2. Tronçon ferroviaire Doney

La Coalition Verte cherche à obtenir l'appui du ministre Boisclair pour un nouveau lien ferroviaire (système léger sur rail) entre la partie centrale de l'ouest de l'île et le centre-ville utilisant l'ancien tronçon Doney (La coalition Verte avait déjà fait cette proposition en 1989). Le tronçon Doney est l'élément clé de plusieurs propositions faites par la Coalition Verte pour réduire le trafic routier, éviter la construction de nouvelles routes et se conformer à la stratégie de mise en application du protocole de Kyoto. Une étude de faisabilité sur le potentiel du tronçon Doney, réalisée par l'AMT, montre bien l'intérêt de ce nouvel axe de transport en commun. Le ministre Boisclair appuie-t-il ce projet et compte-t-il en faire la promotion ?

Monsieur Lavallée a affirmé les points suivants lors de notre rencontre du 23 janvier :

• **Fonds pour un programme pour de nouveaux espaces naturels**

Le Contrat de Ville n'accorde aucun fonds pour les espaces verts. Quand le programme pour les espaces verts sera prêt, le gouvernement du Québec aidera Montréal à la mise en place de stratégies techniques et peut-être de fonds. Il a été remarqué les engagements du gouvernement au niveau du parc du Mont Royal, de la CMM et du «Montréal bleu».

• **Mécanismes pour faciliter les fonds privés**

Les mécanismes de financement, les *Land Trusts*, les obligations de conservation et un Loto vert représentent des outils efficaces pour lever des fonds dans le secteur privé aux États-Unis.

-Un **Loto Vert** a semblé intéresser M. Lavallée,

-Des **réductions de taxes** pour les espaces verts achetés par les *Land Trusts* (ex. Fondation Espaces Verts), de la même façon que pour les terres agricoles, peuvent être mises en place selon Monsieur Lavallée.

• **Bonnes nouvelles pour les projets routiers dans l'ouest de l'Île**

Monsieur Lavallée a affirmé que le “Ministère des Transports n’est pas intéressé actuellement à mettre en place un nouveau réseau routier dans ce secteur” (une carte datant de juin 2001, par le Ministère des Transports et cinq anciennes municipalités de l’ouest de l’Île montre un réseau de nouvelles routes et autoroutes qui traverseraient certains parcs-nature et autres espaces verts.) C’est une très bonne nouvelle ! Mais il demeure encore une servitude pour deux routes, tel que mentionné au point 1.b.

Nous souhaiterions que vous nous confirmiez l’exactitude de ces points. Par ailleurs, nous sollicitons une nouvelle rencontre avec vous prochainement. Dans cette attente, veuillez recevoir l’expression de nos sentiments les meilleurs.

David Fletcher 683-7864

Coralie Deny 842-2890

Sylvia Oljemark 332-9146
Coalition Verte Inc.

CRE-Montréal

c.c. André Boisclair Ministre d’État aux Affaires municipales et
à la Métropole, à l’Environnement et à l’Eau
Gouvernement du Québec

Hugo Séguin Directeur de cabinet adjoint

Léopold Gaudreau Directeur de la direction de patrimoine écologique et du
développement durable

Marie-Johanne Nadeau Directrice de cabinet

ACTUALITÉS

LA COALITION VERTE SE PRÉOCUPE DES ESPACES VERTS

Les membres de la Coalition Verte ont tenu récemment une conférence pour dénoncer le budget de la ville de Montréal adopté en décembre 2002 qui prévoit seulement 1,5 million \$ pour les trois prochaines années pour l'acquisition d'espaces verts.

Selon la coalition, les espaces verts disparaissent à un rythme alarmant. Ils ont fait remarquer qu'entre 1986 et 1994, 50% des boisés de Montréal ont été dévastés; entre 1994 et 2001, 567 hectares ont été perdus au profit de projets de développement. Les porte-parole de la Coalition Verte affirment que les sites naturels non protégés de la ville auront tous disparu d'ici 10 ou 15 ans.

«Seulement 3,8% du territoire montréalais a le statut d'aires



DAVID FLETCHER et Sylvia Oljemark, porte-parole de la Coalition Verte. Jacques Plourant

protégées alors que les normes internationales et québécoises sont de 8%, souligne Sylvia Oljemark, porte-parole de la Coalition Verte. Des études montrent que la portion encore non développée de la métropole comprenant des sites écologiques de valeur représente la dernière opportunité de combler cet écart».

Madame Oljemark mentionne

que le parc-nature du Bois-de-Liesse est menacé par un projet de prolongement de la rue de Salaberry. Cette intention émane d'une carte datée de juin 2001 par le ministère des transports et cinq anciennes municipalités de l'ouest de l'île.

La Coalition Verte désire rencontrer le ministre André Boisclair pour le sensibiliser à la situation dans laquelle se retrouvent les espaces verts non protégés à Montréal. «Le gouvernement du Québec et la ville de Montréal ont une dette envers les générations présentes et futures. Ils doivent investir dans l'acquisition des derniers sites composant l'héritage vert de la nouvelle ville», ajoute Sylvia Oljemark.

Coalition brings attention to Montreal's green spaces

Members of the Green Coalition recently held a news conference to denounce the city of Montreal's budget adopted in December 2002 that provides only \$1.5 million over the next three years for green space acquisition.

According to the Coalition, green spaces are disappearing at an alarming rate. Between 1986 and 1994, they note 50 percent of Montreal's forested lands were built over and between 1994 and 2001, 567 hectares were lost to development. Coalition spokespersons say that at the present rate, in 10 to 15 years, all will be gone.

«Just 3.8 percent of Montreal's ter-

racing the same development pressures and are threatened by roads such as a proposed six-lane extension of de Salaberry Boulevard. That proposal emanates from a 2001 planning map from the Quebec Transport Ministry and five former West Island municipalities.

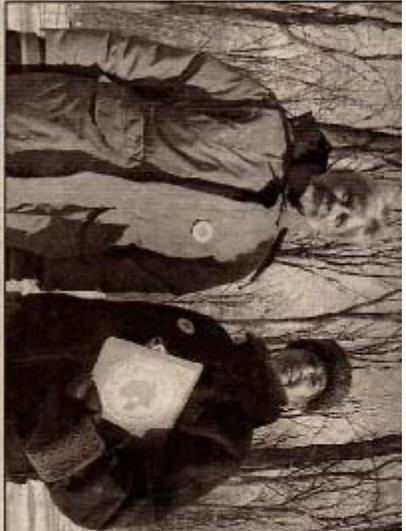
The Green Coalition has requested a meeting with Quebec Environment Minister Andre Boisclair to bring to his attention the plight of Montreal's last unprotected natural green spaces. «The Quebec Government and the City of Montreal owe it to present and future generations of Montrealers to invest in the purchase the last por-

2003-02-02: Green Space Budget Part 2

cer le budget de la ville de Montréal adopté en décembre 2002 qui prévoit seulement 1,5 million \$ pour les trois prochaines années pour l'acquisition d'espaces verts.

Selon la coalition, les espaces verts disparaissent à un rythme alarmant. Ils ont fait remarquer qu'entre 1986 et 1994, 50 % des boisés de Montréal ont été dévastés; entre 1994 et 2001, 567 hectares ont été perdus au profit de projets de développement. Les porte-parole de la Coalition Verte affirment que les sites naturels non protégés de la ville auront tous disparu d'ici 10 ou 15 ans.

«Seulement 3,8 % du territoire montréalais a le statut d'autres



DAVID FLETCHER et Sylvia Ojemark, porte-parole de la Coalition Verte.
Jacques Rivest

Coalition brings attention to Montreal's green spaces

Members of the Green Coalition recently held a news conference to denounce the city of Montreal's budget adopted in December 2002 that provides only \$1.5 million over the next three years for green space acquisition.

According to the Coalition, green spaces are disappearing at an alarming rate. Between 1986 and 1994, they note 50 percent of Montreal's forested lands were built over and between 1994 and 2001, 567 hectares were lost to development. Coalition spokespersons say that at the present rate, in 10 to 15 years, all will be gone.

«Just 3.8 percent of Montreal's territory is protected natural green space compared to the international and Quebec norm of eight percent,» said Green Coalition Spokesperson Sylvia Ojemark. «That figure could well be eroded if roads are built through some of the nature parks. Studies show that undeveloped portions of the Metropolis include ecologically valuable lands that offer the last chance to boost Montreal to the eight percent benchmark or beyond.»

Ojemark notes that established nature parks like Bois de Lièsses are

québécoises sont de 8 %, souligne Sylvia Ojemark, porte-parole de la Coalition Verte.

Des études montrent que la portion encore non développée de la métropole comprenant des sites écologiques de valeur représente la dernière opportunité de combler cet écart.»

Madame Ojemark mentionne

Cette intention émane d'une carte datée de juin 2001 par le ministre des transports et cinq anciennes municipalités de l'ouest de l'île.

La Coalition Verte desire rencontrer le ministre André Boisclair pour le sensibiliser à la situation dans laquelle se retrouvent les espaces verts non protégés à Montréal. «Le gouvernement du Québec et la ville de Montréal ont une dette envers les générations présentes et futures. Ils doivent investir dans l'acquisition des derniers sites composant l'héritage vert de la nouvelle ville», ajoute Sylvia Ojemark.

facing the same development pressures and are threatened by roads such as a proposed six-lane extension of de Salaberry Boulevard. That proposal emanates from a 2001 planning map from the Québec Transport Ministry and five former West Island municipalities.

The Green Coalition has requested a meeting with Québec Environment Minister André Boisclair to bring to his attention the plight of Montreal's last unprotected natural green spaces. «The Québec Government and the City of Montreal owe it to present and future generations of Montrealers to invest in the purchase the last portions of the new city's green heritage,» added Ojemark.